

LES CHIFFRES DU MOIS

La Ligue Nationale pour la Démocratie a remporté **866** sièges au sein du Parlement National et du Parlement régional soit **77% des sièges** en jeu. L'USDP, le parti de l'ancienne junte en a remporté **115**.



Sur **1 120** parlementaires élus, **110** sont d'anciens prisonniers politiques, seulement **64** sont des femmes et **aucun** n'est musulman.

Les **25%** des sièges réservés aux militaires n'étaient pas soumis au vote, une fois ceux-ci comptabilisés, la LND obtient une majorité absolue au Parlement avec **59,4%** des sièges contre **6,4%** pour l'USDP (soit environ le nombre de sièges détenu par la NLD de 2012 à 2015).



La Birmanie est le 2ème pays au monde le plus affecté par le changement climatique



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS**POINTS ÉLECTIONS****Bilan de l'observation des élections du 8 novembre.**

Les observateurs nationaux et internationaux considèrent que les élections se sont globalement déroulées dans l'ordre et le calme. Les observateurs européens ont notamment indiqué que dans 95% des bureaux de vote observés, les élections s'étaient « bien ou très bien » passées. Toutefois, tous ont reconnu que des irrégularités systémiques avaient eu lieu. Celles-ci concernent principalement les votes par anticipation – que les observateurs n'ont pas eu le droit d'observer – et les procédures de résolution des litiges. « *La Commission électorale devra faire en sorte que ces irrégularités ne se reproduisent pas lors de prochaines élections* » ont-ils déclaré.



Réactions internationales suite aux élections. La communauté internationale a également salué la tenue des élections du 8 novembre que de nombreux dirigeants politiques ont qualifié « d'étape cruciale vers la transition démocratique ». Ils ont toutefois mis en évidence la persistance des violations des droits de l'homme qui freinent le progrès des réformes et impactent la crédibilité globale des élections et ont indiqué que sans réformes constitutionnelles, les élections ne pouvaient pas être véritablement libres. Étaient ainsi pointés du doigt les 25% de sièges du Parlement réservés aux militaires, l'impossibilité d'Aung San Suu Kyi d'accéder à la présidence malgré la victoire de son parti, la disqualification de plusieurs candidats sans raison ou encore la privation des droits civiques et électoraux des Rohingyas. Plusieurs dirigeants ont demandé au gouvernement de prendre des mesures pour garantir la liberté d'expression, libérer les prisonniers politiques, ou encore redonner aux Rohingyas leurs droits fondamentaux comme l'a exprimé Ban Ki-moon dans une déclaration du 12 novembre.



Irrégularités de vote pour les minorités ethniques. La minorité musulmane des Rohingyas n'a pas été autorisée à voter (plusieurs centaines de milliers de personnes). Près de 18 000 chin vivant dans le district de Kale, 20 000 karen de l'État Shan et des milliers d'autres minorités ne vivant pas dans l'État de leur groupe ethnique, n'ont pas eu la possibilité de voter pour leur représentant des affaires ethniques à cause d'erreurs sur les listes électorales. Les 1,5 millions d'électeurs éligibles dans l'État Mon, seulement la moitié ont été en mesure de voter le 8 novembre. Enfin, la minorité Rohingyas n'ont pas été autorisés à voter (au 2 villages entiers de l'État Karen n'ont pas pu voter car les autorités locales auraient égarées les listes électorales. L

Élections dans la région en conflit du Kokang. une zone de conflit toujours active La commission Électorale a annulé les élections dans 600 villages à travers le pays pour « des raisons de sécurité ». Elle a toutefois autorisé le vote dans presque tous les villages Kokang (État Shan) pourtant en proie à un conflit entre l'armée birmane et l'armée kokang depuis février. Les 46 945 kokang enregistrés sur les listes électorales ne représentaient cependant qu'un tiers de la population en âge de voter, étant donné que des dizaines de milliers de personnes

ont fui les affrontements. Le parti au pouvoir, l'USDP a remporté les 7 sièges dans cette zone administrée par les kokang. Une semaine après les résultats, il a décidé de mettre fin à l'État d'urgence en vigueur dans la région depuis la reprise du conflit armé en février. Des affrontements auraient repris à la fin du mois de novembre dans la région.

Prudence et discrétion de la LND quant aux résultats. Dans un souci de maintien de la paix, Aung San Suu Kyi, a appelé ses sympathisants au calme et au respect des perdants. Très prudents, les dirigeants de la LND sont eux même restés discrets sur les résultats et leur vision de l'avenir du pays. Ils attendent notamment la fin du délai de 45 jours qui permet aux partis politiques de déposer des recours auprès de la Commission Électorale et éventuellement d'influer sur le résultat final des élections. En effet, des candidats du parti au pouvoir (USDP) tenteraient de disqualifier certains candidats LND en les accusant d'avoir dépassé les montants des dépenses autorisés pendant leur campagne électorale. Enfin, bien que les responsables gouvernementaux et militaires aient reconnu la victoire du parti d'Aung San Suu Kyi, des doutes demeurent encore quant à leur volonté de transférer le pouvoir début 2016. L'optimisme est donc toujours prudent en Birmanie.



AUTRES ÉVÉNEMENTS CLÉS DU MOIS DE NOVEMBRE

Le nouveau Parlement n'entrera en fonction qu'en février ou mars 2016. Bizarrerie du système birman, le Parlement de Shwe Mann a ainsi jusqu'au 31 janvier pour approuver des projets de loi avant que la LND ne récupère la majorité du Parlement. La dernière session parlementaire de l'année a commencé le 16 novembre et s'est concentré sur la décentralisation du pouvoir, l'investissement et les finances. Le projet de loi sur les finances rectificative a par ailleurs proposé d'augmenter le budget du gouvernement de près de 2 milliards de dollars pour les 26 ministères. S'il est accepté, le budget alloué à la Défense augmentera de 377,5 millions de dollars contre 7 millions pour l'éducation et 73 millions pour la santé. Les parlementaires ont également discuté du projet de loi très controversé sur le droit de rappeler un parlementaire élu si 1% des constituants signe une pétition contre lui.

Aung San Suu Kyi rencontre les dirigeants du pays. Deux jours après les élections, Aung San Suu Kyi a écrit au président, au chef des armées et au chef du Parlement qui contrôlent actuellement le pays pour leur demander de la rencontrer. Son objectif : préparer une "transition pacifique" dans le pays et discuter de la réconciliation nationale. Cette rencontre sollicitée depuis plus de 2 ans sans succès, a finalement - étant donné les résultats des élections- été acceptée. Au cours du mois Aung San Suu Kyi a rencontré trois fois Shwe Mann, le chef du Parlement. Début décembre, elle s'est ensuite entretenue séparément avec Thein Sein et le commandant en chef des armées, Min Aung Hlaing. Ils se seraient mis d'accord avec ce dernier "pour coopérer et s'engager pour le bien du pays". La leader de la LND aurait également rencontré en secret Than Shwe, l'ancien chef de la junte militaire qui aurait déclaré qu'il ferait tout pour qu'elle puisse de présenter au poste de présidente du pays. Rumeur ou non, la vraie question est finalement de savoir dans quelle mesure Aung San Suu Kyi parviendra à convaincre l'armée birmane de réduire son emprise sur la politique et l'économie et de faire des compromis pour permettre une réconciliation nationale.



Condamnés pour un calendrier. Le 23 novembre, la Cour de Pazundaung a condamné 5 personnes à une amende de 800 dollars pour avoir publié un calendrier sur les Rohingyas. C'est un moine extrémiste de l'organisation Ma Ba Tha qui a lancé la polémique en dénonçant l'existence de ce calendrier sur les réseaux sociaux. Le lendemain la police les arrêtait en vertu de la loi sur l'impression et de l'édition et le lendemain, elle les accusait de porter atteinte "à la sécurité nationale, à la loi, et à l'ordre". Bien que leur calendrier semble bien innocent, ces 5 personnes risquent aujourd'hui une peine de prison de plusieurs années.

Reconfiguration des alliances et des stratégies des groupes armés ethniques face à l'échec des accords de Naypyidaw. Début novembre, 11 groupes armés ethniques tenus à l'écart des accords du cessez-le-feu national se sont regroupés pour établir une nouvelle coalition, pour se démarquer de la précédente coalition d'organisations armées ethniques (l'UNFC) qui n'avait pas permis d'arriver à une « véritable union fédérale » et qui commence à cristalliser les tensions. Mi-novembre l'UNFC a en effet décidé de suspendre temporairement deux groupes armés qui avaient accepté de signer l'accord de cessez-le-feu national, pour ne pas perturber les discussions des groupes non-signataires de l'accord. La nouvelle coalition inclura les deux plus grands groupes armés ethniques de l'est de l'État Shan (l'UWSA et le NDAA) qui n'étaient pas parties prenantes de l'UNFC. La nouvelle coalition a publié début novembre une déclaration pour demander la tenue d'élections libres, exhorter l'armée à mettre fin aux conflits et favoriser la réconciliation nationale, appeler le futur gouvernement à travailler pour la paix et l'établissement d'une union fédérale et demander l'amendement de la Constitution. La LND, qui semble avoir la confiance de plusieurs groupes armés ethniques, a assuré qu'elle allait continuer à travailler sur l'accord de cessez-le-feu national.

Le glissement de terrain de Hpakant souligne l'absence de normes de sécurité dans l'industrie minière. Le 21 novembre, un glissement de terrain sur le site minier de jade de Hpakant dans l'État Kachin a enseveli le village des travailleurs et fait au moins 113 morts et une centaine de disparus. Le glissement de terrain a eu lieu sur un site utilisé par la société d'extraction Triple One pour vider ses débris miniers. Les habitants du village y cherchent des restes de jade pour survivre. La société a nié toute responsabilité et accuse les travailleurs d'occuper illégalement ces terres. Cette catastrophe n'est pourtant pas isolée, car plusieurs incidents meurtriers ont déjà eu lieu dans des circonstances similaires sur des sites exploités par Triple One, dont 4 depuis le début d'année à Hpakant. Global Witness a indiqué que 90% du jade mondial est extrait à Hpakant, qui reste pourtant l'une des régions les plus pauvres de Birmanie. Les cronies, militaires et barons de la drogue continuent de profiter du commerce du jade, transformant la région en une friche géante, sans se soucier des vies humaines et de l'environnement.



LES FOCUS DU MOIS**PERSPECTIVES POST-ÉLECTORALES EN BIRMANIE : UNE TRANSITION DÉMOCRATIQUE SEMÉE D'EMBUCHES**

Une victoire de la LND était attendue mais les organisations de la société civile locale, le parti au pouvoir, les partis ethniques et les analystes politiques ne s'attendaient pas à un tel succès. Même dans la capitale, Nay Pyi Taw – en majorité composée de militaires et de fonctionnaires – la NLD a gagné tous les sièges sauf un.

En 2016, la LND contrôlera les deux chambres du Parlement, élira un de ses membres au poste de Président et formera le prochain gouvernement. Mais la LND, et le peuple birman qui attend le changement, devront faire face à de nombreux obstacles et défis dans cette phase de transition démocratique.

Une gouvernance « tronquée » pour la LND

Le processus de sélection présidentielle (un président et deux vice-présidents) est construit tel qu'il garantit la place de vice-président à un militaire, non élu par le peuple. Parallèlement, la constitution interdit à Aung San Suu Kyi d'accéder au poste de Président, ses enfants étant de nationalité étrangère.



En plus de cela, l'armée garde la mainmise sur les organes politiques, en conservant notamment 25% des sièges, ce qui lui permet de bloquer tout amendement de la Constitution. Elle garde aussi le contrôle des trois ministères clés, aux plus gros budgets : l'Intérieur, la Défense, et la Gestion des frontières. Enfin, la Constitution donne aussi à l'armée le pouvoir de reprendre le contrôle direct du pays si elle décide que « l'unité nationale est menacée ». Ces « lots de consolation » ont été minutieusement préparés depuis plusieurs années pour que l'armée « assure ses arrières » dans un processus de transition démocratique qualifié de « cosmétique ».

Spécificité du système birman, connue nulle part ailleurs, le Parlement actuel sera dissout le 30 janvier 2016 et le nouveau gouvernement élu n'entrera en fonction qu'au premier trimestre 2016, pas avant le mois de mars. La quarantaine de députés actuels de la LND se retrouvent ainsi coincés dans le rôle d'opposition parlementaire face aux 331 députés de l'USDP pro-militaires. En attendant, le parti gouvernemental a toujours la majorité pour approuver des projets de loi.

Mais surtout cette longue période entre l'élection et la convocation d'un nouveau parlement en début d'année prochaine soulèvera sans aucun doute des inquiétudes sur les risques d'instabilité. Beaucoup d'électeurs continuent de nourrir des doutes quant à la sincérité du gouvernement sortant soutenu par les militaires. Il s'agira d'être très attentifs dans l'attente qu'un transfert politique véritable et pacifique soit assuré. Les

souçons sont également attisés par les souvenirs des dernières élections générales libres de 1990, lorsque le régime militaire a annulé la victoire écrasante remportée par LND afin de reprendre le pouvoir.

Un nouveau parlement monopartite et un parti au pouvoir peu qualifié

La victoire écrasante de la LND inquiètent dans une certaine mesure les analystes politiques et les partis ethniques qui craignent une absence totale de contre-pouvoir : aucune opposition forte n'aura la possibilité d'imposer un débat politique au sein du Parlement car tous les parlementaires de la LND pourraient voter d'une même voix, sans confrontations de points de vue. Le pays pourrait donc de nouveau être gouverné par un Parlement monopartite qui bien que démocratique, pourrait sembler autoritaire.

Aung San Suu Kyi a fait campagne en répétant au peuple de « voter pour un parti plutôt qu'un candidat », sous-entendant notamment que ce seraient les leaders de la LND qui prendraient toutes les décisions. Bien que sa stratégie se soit révélée payante, le manque d'expérience et de compétences des parlementaires LND élus est un autre sujet de préoccupations. L'équipe d'Info Birmanie en a rencontré plusieurs et a été frappé par leur dépendance affichée aux futures consignes des leaders du parti. Sur des enjeux essentiels comme l'éducation, la santé ou l'économie, ils n'avaient souvent aucune idée des politiques envisagées par le parti à court et long terme. On ne sait donc pas dans quelle mesure les nouveaux députés de la LND seront actifs et force de proposition au sein du Parlement.



La LND va devoir profiter des trois mois à venir pour former ses élus et leur permettre de renforcer leurs capacités. Il s'agira également pour le parti de trouver un équilibre habile au sein de son gouvernement entre académiciens, experts, minorités et militaires. En effet, les 25% de militaires siégeant au Parlement ne risquent pas d'être évincés de sitôt et il serait difficile de gouverner la Birmanie avec trois ministères en désaccord avec le reste des autres ministères. Il faudra donc composer avec l'armée dont une partie s'est déjà dit prête à « coopérer » avec la LND. Par ailleurs il y a des chances que les élus USDP ne forment plus un bloc homogène avec les militaires comme auparavant.

Enfin, bien que les partis ethniques n'aient pas eu le succès escompté, la LND a tout intérêt à les prendre en compte pour ne pas faire regretter leur vote aux 40% de la population issue des minorités ethniques qui ont choisi de voter en sa faveur. Il sera donc intéressant de voir la composition des membres du futur gouvernement en 2016.

Malgré les grands espoirs engendrés par le vote du 8 novembre, la prudence reste donc de mise dans un contexte fragile. Beaucoup de Birmans réservent leur jugement jusqu'à ce qu'un transfert complet du pouvoir soit entamé. À ce moment critique, la communauté internationale doit continuer à prendre le pouls politique du pays tout en aidant à assurer un véritable transfert de pouvoir grâce auquel les électeurs birmans verront les représentants qu'ils ont élus assumer leurs sièges parlementaires en 2016.

EN BIRMANIE LES MINORITÉS ETHNIQUES N'ONT PAS LE CŒUR À CÉLÉBRER LA VICTOIRE D'AUNG SAN SUU KYI, ELLES ASPIRENT SEULEMENT À LA PAIX

Un mois après les élections générales en Birmanie, la victoire écrasante du parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), est dans tous les esprits. La majorité des bamars, qui vit essentiellement dans la plaine centrale du pays, n'en revient toujours pas : ce rêve qui remonte à plus de vingt-cinq ans est enfin devenu réalité. La LND a remporté près de 80% des sièges en jeu et comptera une majorité absolue au Parlement National avec 59% des sièges (une fois les 25% des sièges réservés aux militaires pris en compte).

Dans un souci de maintien de la paix, Aung San Suu Kyi, a appelé ses sympathisants au calme et au respect des perdants. Quelques rassemblements ont été organisés suite aux élections mais la LND a volontairement écourté ces célébrations, et demandé au peuple de ne pas porter les symboles du parti. Le peuple birman a largement respecté ses consignes et célèbre donc sa victoire en silence, arborant des sourires significatifs et se lançant dans des conversions endiablées sur le futur.

L'enthousiasme des bamars contraste avec l'indifférence des minorités ethniques. L'équipe d'Info Birmanie s'est rendue dans l'État Kachin, et a constaté le pessimisme qui y régnait sur place. Les personnes vivant dans les zones contrôlées par l'armée kachin ou dans les villages exclus du vote pour « des raisons de sécurité » n'ont pas été en mesure de voter. Toutefois la majorité des kachins a participé au vote, y compris les déplacés internes pour lesquels le risque d'exclusion était élevé. Malgré quelques irrégularités, notamment sur les votes par anticipation, les responsables locaux considèrent que le jour des élections s'est bien passé.



Leur frustration ne réside donc pas dans l'organisation des élections, mais repose bien sur leur résultat. En effet, bien que les kachins aient largement voté en faveur de la NLD, il ne s'agissait pas d'un vote de soutien, mais d'un vote contre l'USDP. Le faible score des partis kachin, mais plus largement des partis ethniques, s'explique par la crainte que ces partis ethniques, non expérimentés et disposant de peu de ressources financières, ne puissent faire le poids face à l'USDP. De plus plusieurs partis ethniques s'étant présentés dans les mêmes circonscriptions, les leaders communautaires et religieux kachin ont préféré appelé leur peuple à voter à l'unisson pour la LND pour ne pas risquer de diviser leurs votes et laisser l'USDP remporter les sièges, comme cela a finalement été le cas dans l'Etat Shan.

Les minorités ont donc suivi les consignes de vote mais ne s'attendent pas à un réel changement. Alors que les bamars aspirent à la démocratie, les minorités ethniques se préoccupent avant tout de la paix. La guerre civile qui oppose l'armée birmane aux groupes ethniques armés est le plus long conflit de basse intensité au monde et les civils sont bien sûr les premières victimes.

Les kachins et les shans ont conscience que l'armée a toujours une main mise sur la politique et que la victoire de la NLD ne sera pas suffisante pour mettre fin aux conflits. Leurs craintes ont été confortées peu avant les élections, car malgré la présence de plus d'un millier d'observateurs internationaux du monde entier dans le pays, l'armée birmane lançait de nouvelles offensives dans la région. Depuis un mois, attaques

aériennes, viol et torture ont conduit plus de 10 000 nouvelles personnes à fuir leurs villages et à rejoindre les plus de 120 000 personnes qui vivent déjà dans des camps de déplacés dans la région. Les dirigeants du monde entier ont félicité le gouvernement birman pour la crédibilité des élections du 8 novembre, mais semblent avoir fermés les yeux sur les crimes de guerre qui ont eu lieu au même moment.

Les kachins, tout comme les shans se sentent délaissés par les politiques des leaders politiques issus de la majorité bamar et pensent que le prochain gouvernement ne parviendra pas à mettre fin aux conflits armés. La LND qui s'est engagé à faire de la réconciliation nationale l'une de ses priorités, devra avant tout convaincre les militaires. Ce défi semble presque impossible dans la mesure où la constitution adoptée sous la dictature, leur garantit le contrôle de l'armée, de la police et des frontières, c'est-à-dire des trois ministères impliqués dans les affrontements avec les groupes ethniques armés. De plus, après plus de soixante ans de conflit, l'armée refuse toujours de garantir aux minorités ethniques la reconnaissance constitutionnelle de leurs droits et une certaine forme d'autonomie qui leur permettraient de contrôler en partie leur territoire et leurs ressources naturelles. Pour résoudre les conflits durablement, la LND devra convaincre les militaires d'accorder aux minorités ethniques de réelles garanties politiques, en amendant la constitution. Mais les militaires disposent toujours d'un droit de veto à toute modification de celle-ci.

Les partis ethniques qui représentent 40% de la population n'ont remporté que 6% des sièges du Parlement. Ils ne seront pas en mesure de peser sur la politique de la NLD ni d'infléchir la position de l'armée et craignent que la domination de la LND ne constitue une menace pour eux : « Nous sommes très inquiets de voir avec quelle efficacité le prochain gouvernement LND va mettre en œuvre le système fédéral que tous les peuples ethniques appellent de leur vœux » (représentant d'un parti ethnique). Toutefois Aung San Suu Kyi a déclaré que certains membres des partis ethniques seraient invités à faire partie de son gouvernement.



Outre la volonté de la LND, la paix semble finalement dépendre de la capacité d'influence d'Aung San Suu Kyi sur les militaires et le pays tout entier commence à se demander quels compromis celle-ci sera prête à faire.

Aung San Suu Kyi rencontrera le président Thein Sein et le Commandant en Chef des armées le mercredi 2 décembre, notamment pour aborder les questions de réconciliation nationale. Cette rencontre très attendue pourrait être cruciale pour l'avenir des minorités ethniques.

La Communauté internationale et notamment le gouvernement français, doivent exercer de véritables pressions sur l'armée birmane pour qu'elle accepte de coopérer avec le prochain gouvernement et mette immédiatement fin à ses offensives militaires et aux violations des droits de l'Homme, en prélude à un dialogue politique inclusif.